

Les « sciences » électorales.

Expertises, dispositifs et circulations des savoirs sur les élections

Appel à communications
Colloque à l'université de Picardie 28 et 29 mars 2024

ENGLISH VERSION BELOW

Les élections font régulièrement l'objet d'investigations scientifiques qui concourent à construire un corpus de connaissances et des méthodologies patentées. La science politique partage la production de ces savoirs avec au moins les sciences économiques, la sociologie, l'histoire, les sciences de l'information et de la communication, mais, par-delà les inscriptions disciplinaires, revues, manuels, colloques et associations professionnelles attestent l'existence organisée de ces savoirs. Les disciplines universitaires n'ont cependant jamais acquis le monopole de l'analyse électorale dans l'espace public. Sur les plateaux télévisés des soirées électorales, par exemple, journalistes politiques et sondeurs, présentés comme « politologues » commentent les résultats et livrent leurs analyses. De manière moins visible sans doute, au sein des partis, l'analyse des résultats électoraux est généralement confiée à un spécialiste (secrétaire national chargé des élections, conseiller électoral, etc.) pour tirer des conclusions politiques sur le scrutin. Autrement dit, les connaissances sur les élections qui permettent des opérations de classement, de désignation des réalités, de typologisations, d'interprétation, etc. se développent largement dans des espaces extra-universitaires pour constituer des expertises électorales pratiques.

En France, l'histoire de la science électorale est relativement connue : ses débuts sont marqués par ses liens avec l'action politique (Offerlé, 1988 ; Phélippeau, 1993,1994 ; Déloye 2012). La mise en forme des résultats, la surveillance des opérations électorales, les débats sur les modes de scrutins sont autant de connaissances et de techniques qui se développent pour les mouvements partisans, les supports journalistiques naissants, l'appareil administratif préfectoral, ou les sciences juridiques liées aux élites républicaines de la IIIème République. Autrement dit, avant que la science politique ne s'institutionnalise et ne se rapproche des sciences sociales (Favre 1989 ; Favre et Legavre 1998 ; Blondiaux 2002) les espaces de productions de savoirs sur les élections sont pluriels et liés au champ politique, aux sciences de gouvernement. L'ouvrage d'André Siegfried sur le *Tableau politique de la France de l'Ouest* est un bon exemple de ces liens. L'ouvrage s'inspire des savoirs préfectoraux pour la collecte des données et les cartographies tout autant que des expériences politiques de son auteur (Le Digol 2016). Ces recherches sociohistoriques sont donc précieuses pour comprendre la production des connaissances électorales au sein des champs politique, administratif, journalistique et scientifique. Pourtant, si l'analyse de la science politique reste un sujet régulier d'investigation (Leca 1982, Déloye 2012, Gaiti, Scot 2017), la production des savoirs sur les élections en dehors d'une perspective strictement disciplinaire ou en dehors du champ académique reste largement inexplorée.

Ce colloque vise à réunir des études qui portent sur les savoirs électoraux produits ou mobilisés principalement en dehors du champ académique. Ces savoirs peuvent se développer au sein de l'administration électorale, dans des organisations en charge de la mobilisation électorale (Sur ce point voir Baudot, Lehingue, 2015 et Pène 2013) mais aussi au sein d'un éventail plus

large d'organisation œuvrant à la démocratie (ONG, Think Tanks, etc.). Examiner ces espaces pluriels de la production des connaissances impose de penser les « sciences » électorales au pluriel. En réalité, il faut moins penser ces espaces comme séparés du champ académique, tant les frontières entre les espaces sont poreuses. Dès lors, les savoirs et pratiques académiques et non-académiques ne s'opposent pas mais doivent être analysés dans les moments d'export et d'import et dans leur hybridation. Il faut alors penser les transactions, les coopérations et les phénomènes de concurrence entre ces espaces ou entre des agents appartenant à ces différents espaces.

Le colloque entend dérouler un programme de sociologie des sciences et de l'expertise pour comprendre comment des savoirs pratiques ou théoriques se construisent et circulent dans des espaces sociaux différents. Le colloque invite à analyser les espaces de production de ces savoirs, les propriétés sociales des producteurs mais aussi les dispositifs sociotechniques inventés, utilisés, mobilisés tout autant que les connaissances construites, hybridées, domestiquées. Plus encore, il s'agit d'aborder les questions de (dé)politisation des connaissances : savoirs sur la politique, les « sciences » électorales peuvent faire l'objet d'usages partisans comme de préconisations dont la technicité semble une garantie de neutralité. Ces processus de (dé)politisation se comprennent aussi dans la circulation des savoirs entre les différents espaces (champs scientifique, politique, journalistiques, administratifs, etc.) et dans le travail de légitimation dont ils font l'objet.

L'appel à communication du colloque se structure autour de trois axes qui ne sont pas exclusifs mais qui invitent plutôt à réfléchir de manière commune à l'objet « "sciences" électorales ».

Une sociologie des espaces de production des « sciences électorales »

A la suite des travaux de sociohistoires identifiant la production de savoirs électoraux au sein des préfectures (Phélippeau 1993 ; Marty, 2006 ; Pierre Karila-Cohen 2008), des milieux intellectuels, journalistiques et militants (Offerlé 1988), des facultés de droit (Marty, 2011 ; Déloye 2012) et caractérisant l'ingénierie électorale des parlementaires (Dompnier, 2003 ; Marty, 2006), il s'agit d'identifier les espaces de productions de l'expertise électorale. Dans un article sur la naissance de la « science électorale » dans les universités de droit de la III^{ème} République française, Yves Déloye reprend le terme de « laboratoires » pour englober « *l'ensemble des lieux et des protocoles de fabrication d'une connaissance relative à la "science électorale" naissante. Dans ce moment fondateur, ces « laboratoires » (Académie des Sciences Morales et Politiques, École Libre des Sciences Politiques, Facultés de Droit, Commissions parlementaires...) ne sont pas sans lien les uns avec les autres et connaissent un mouvement perpétuel de recomposition par les acteurs* » (Déloye, 2012). Il faudrait actualiser la compréhension de ses « laboratoires » en tenant compte des entreprises de sondages (Caveng, 2011), des espaces médiatiques (le champ journalistique mais aussi les dispositifs de vulgarisation sur les plateformes numériques), des « savoirs militants » construits par la pratique dans les organisations politiques mais aussi des savoirs experts formulés au sein des institutions administratives (James, 2012), des formations professionnelles, des organisations internationales, des organisations non-gouvernementales, etc. Par ailleurs, il faudrait aussi compter les expériences électorales d'autres espaces comme les élections professionnelles (Leclerc, Lyon-Caen, 2011). Moins qu'un inventaire un peu vain et jamais exhaustif, les contributions qui s'inscrivent dans cet axe seront soucieuses d'explicitier les logiques de production des connaissances pratiques en fonction des règles des espaces dans lesquels ces savoirs s'inscrivent, mais aussi les importations de savoirs provenant d'autres espaces. L'expertise électorale pour le champ journalistique se comprend par exemple en fonction de logiques de positionnement, de vulgarisation ou de traduction spécifiques (Buxton, James 2005 ; Lensing-Hebben 2008 ; Gombin, Hubé, 2009). Autre exemple, la technicisation de l'expertise internationale et la volonté de ne pas s'immiscer dans les enjeux partisans nationaux contribuent à dépolitiser l'observation des élections (Guevara, 2018). La production littéraire des

scènes électorales n'est pas indépendante des savoirs et des représentations sociales des romanciers (Voilliot, 2003, 2017 et 2018). L'idée est donc bien de comprendre que des savoirs électoraux peuvent se développer, avoir des prétentions scientifiques, mais s'inscrire dans des espaces de production qui leur donne sens. Une sociologie, attentive aux propriétés des agents engagés dans les espaces de production, permettra d'analyser plus finement la construction, les usages et les mobilisations de ces savoirs mais aussi leur place dans la production des verdicts électoraux.

Une sociologie des dispositifs sociotechniques

Construire une science, c'est aussi inventer et rendre légitimes des instruments spécifiques. Michel Offerlé avait déjà montré comment les journalistes et militants socialistes avaient recours à la carte électorale, instrument géographique, pour trancher les controverses sur la légitimité des partis à parler pour la classe ouvrière (Offerlé, 1988, voir aussi Garrigou, 1990). Parmi les objets construits par les « sciences » électoraux, on peut citer le « swingometer », dispositif télévisuel inventé par Robert McKenzie pour expliquer comment les changements d'orientations des électeurs se traduisent par des changements dans la répartition de la Chambre des Communes au Royaume-Uni (Kelly, Foster, 1990). La fortune du swingometer utilisée lors des soirées électorales britanniques pour rendre compte des tendances et de leurs évolutions, a même consacré Robert McKenzie ou David Butler comme les « psephologistes » (terme très britannique pour désigner les politologues qui commente les résultats) de référence. Dans la même perspective, on trouve les savoirs liés à l'estimation (Grunberg, 1989 ; Aldrin, 2010) qui permettent d'asseoir scientifiquement les commentaires électoraux (dispositifs discursifs tout aussi pertinents à analyser, voir Lehingue 2011 ; Brissaud, Brun, 2021) et de légitimer par la science les experts sollicités par les médias ou les institutions. Sur le terrain de l'observation électorale des organisations internationales, les dispositifs sociotechniques se retrouvent dans l'opérationnalisation des grilles d'observation pour traduire au concret les critères des élections libres et justes (Elklit, Svensson, 1997) ou dans la production des rapports et la formulation de recommandations au pays organisateurs des élections (Kelley, 2012). Plus que ces dispositifs, il s'agit aussi de s'intéresser à leur porteurs qui deviennent alors les « spécialistes » de la carte électorale, de son découpage, de la mesure de l'opinion, de la jurisprudence, etc. Du reste, l'invention ou l'adaptation de ces dispositifs sont un terrain privilégié pour comprendre à la fois les savoirs des « sciences » électoraux mais aussi leur adaptation à des usages dans des espaces où la préoccupation scientifique se combine à d'autres attentes. Cette histoire matérielle des « sciences » électoraux permet alors de dépasser l'analyse des dispositifs pour s'intéresser plus largement à ce que permettent de faire ces « technologies sociales » (voir par exemple Combes, Vommaro, 2017, Debos, 2021). Compter, trier, classer permet plus largement de transformer l'acte électoral en (re)découpant par exemple les circonscriptions (Sabbagh, 2004, Ehrhard, 2013) ou en changeant les modes de scrutins.

Circulations des savoirs

Le dernier axe de réflexion ouvert par ce colloque renvoie à la circulation des savoirs et des pratiques entre les espaces scientifiques et les espaces d'expertise, au moment d'import et d'export. On peut ainsi s'interroger sur la « carrière » des notions et des concepts entre le champ scientifique et les milieux professionnels qui les mobilisent, tout autant que sur les effets de ces usages sur les productions scientifiques (effets de théorie, brouillage, etc.). Il s'agit de s'intéresser aux opérations sociales de sélection, de lectures (croisées) des savoirs et des pratiques qui portent sur les élections (Bourdieu, 2000) mais aussi aux phénomènes de traduction (Callon, 1986). L'idée de circulation invite aussi à examiner les espaces hybrides de rencontres entre les experts et scientifiques comme les milieux de l'intégrité électorale (Norris, 2013), les échanges entre les

administrations nationales (Jafrelot, 1993 ; Crook, Crook, 2011 ; Baudot, 2014), les commissions parlementaires, missions d'information, etc. S'interroger sur la circulation, s'est aussi, d'une certaine façon, s'intéresser aux débouchés de la science politique et à ce que le développement des licences et des masters de science politique forment comme professionnels dans des secteurs organisant, traitant ou analysant les élections ou accompagnant les candidats en campagne (prévision des résultats à partir des outils d'analyse data, utilisation de la plateforme *Nation Builder*, cartographie des porte-à-porte, etc.). La data, désormais disponible en grande quantité, permet par exemple de décrypter les territoires en profondeur (difficultés socioéconomiques locales, profil sociologique des électeurs, comportements électoraux potentiels etc.). Cependant, pour faire un usage (réellement) stratégique de ces données, les instances partisanes doivent effectivement disposer en interne d'équipes dotées de nouvelles expertises (*data-analysts*, *community manager*, etc.) ou avoir recours à des organisations du secteur marchand (agences de consultants, start-up, etc.), qui proposent des prestations en *Big Data* électoral et souhaitent se démarquer de professions concurrentes (sondeurs, communicant politique, *web-designer*, etc.) (Théviot, 2018, *Politiques de Communication*, 2019, voir aussi Fauconnier 2021).

Le colloque invite largement les contributeurs et contributrices à soumettre des propositions qui portent à la fois sur les premiers développements des « "sciences" électorales » dans une perspective sociohistorique, que sur des processus sociaux plus récents de circulation. Les monographies portant sur un cas national particulier sont autant privilégiées que les communications comparatives.

Calendrier et modalités de soumission

Les propositions doivent être envoyées pour le 20 juin 2023 aux organisateurs :

Clément Desrumaux (Université Lyon 2, TRIANGLE) Clement.Desrumaux@univ-lyon2.fr
Sébastien Vignon (Université de Picardie, CURAPP-ESS) sebastien.vignon@u-picardie.fr

Les propositions de communications comprendront :

- Le titre de la communication et adresse électronique.
- Un résumé d'environ 3 000 signes, en français ou en anglais, précisant l'axe dans lequel s'insère la proposition.
- Les réponses à cet appel à communication présenteront l'objet d'étude, le cadre théorique, la problématique et les éléments méthodologiques et empiriques.

Calendrier :

- Réception des propositions de communications : 26 juin 2023
- Examen par le conseil scientifique et réponse des organisateurs : 31 septembre 2023.
- Envoi du texte complet : 10 février 2024 (50 000 signes, en français ou en anglais).

Comité scientifique

Rémy Caveng, Hélène Combes, Yves Déloye, Nathalie Dompnier, Laurent Le Gall, Patrick Lehingue, Cécile Robert

Electoral "sciences".

Expertise, devices and circulations of knowledge about elections

Call for papers

Conference at the University of Picardie 28 and 29 March 2024

Elections are often the subject of scientific investigations, participating to the construction of a corpus of knowledge and patented methodologies. Political science shares the production of this knowledge with at least economics, sociology, history, information and communication sciences, but, beyond the disciplinary inscriptions, journals, handbooks, conferences and professional associations organise the existence of this knowledge. However, academic disciplines have never acquired a monopoly on electoral analysis in the public sphere. On the television platforms during election nights, for example, political journalists and pollsters comment on the results and deliver their analyses. Less visible, within the political parties, the analysis of the election results is generally entrusted to a specialist (national election secretary, electoral adviser, etc.) to draw political conclusions about the election. In other words, knowledge about elections that is to say operations of classification, designation of realities, classification, interpretation, etc. is largely developed outer academic spheres to constitute practical electoral expertise.

In France, the history of electoral sciences is relatively well known: its inception is marked by its links with political action (Offerlé, 1988; Phélippeau, 1993, 1994; Déloye 2012). The mapping of results, the monitoring of electoral operations, the debates on voting systems are all knowledge and techniques that were developed for partisan movements, the first journalistic media, the prefectural administrative apparatus, or the legal sciences related to the republican elites of the Third Republic. In other words, before the institutionalisation of political science and the development of links with other social sciences (Favre 1989; Favre and Legavre 1998; Blondiaux 2002), knowledge about elections were linked to the political field and the sciences of government. André Siegfried's book *Tableau politique de la France de l'Ouest* is a good example of these links. The book draws on prefectural knowledge for data collection and cartographies as much as on the political experiences of its author (Le Digol 2016). This socio-historical research is therefore valuable for understanding the production of electoral knowledge within the political, administrative, journalistic and scientific fields. However, while the analysis of political science remains a regular subject of investigation (Leca 1982, Déloye 2012, Gaïti, Scot 2017), the production of knowledge on elections outside a strictly disciplinary perspective or outside the academic field remains largely unexplored.

The conference aims at bringing together studies that focus on electoral knowledge produced or mobilised mainly outside the academic field, within the electoral administration, in organisations involved in electoral mobilisation (on this point see Baudot, Lehingue, 2015 and Pène 2013) but also within a wider range of organisations working for democracy (NGOs, Think Tanks, etc.). Examining these plural spaces of knowledge production requires us to think of electoral 'science' in the plural. In fact, these spaces are not separated from the academic field; the boundaries are so penetrable. Therefore, academic and non-academic knowledge and practices are not opposed to each other but must be analysed in the moments of export and import and in their hybridisation. It is then necessary to think about the transactions, the cooperation and the competition phenomena between these spaces or between agents belonging to these different spaces.

The conference will develop a programme of sociology of science and expertise to understand how practical or theoretical knowledge is constructed and circulated in different social spaces. The conference will analyse the spaces of production of this knowledge, the social properties of the producers, but also the socio-technical devices invented, used and mobilised, as well as the knowledge constructed, hybridised and domesticated. Moreover, it will address the issues of (de)politicisation of knowledge: knowledge about politics, electoral 'sciences' can be the object of partisan uses as well as recommendations whose technical nature seems to guarantee neutrality. These processes of (de)politicisation can also be understood in the circulation of knowledge between different spaces (scientific, political, journalistic, administrative fields, etc.) and in the work of legitimisation to which they are subjected.

The call for papers of the conference is structured around three axes which are not exclusive but rather an invitation to think together about the object of "electoral "sciences".

Sociology of the spaces of production of “electoral sciences”

Socio-historical research identifies the production of electoral knowledge within administration (Phélippeau 1993; Marty, 2006; Pierre Karila-Cohen 2008), intellectual, journalistic or partisan spheres (Offerlé 1988), law faculties (Marty, 2011; Déloye 2012) and analyses the parliamentarians' electoral engineering of (Dompnier, 2003; Marty, 2006). The conference aims at identifying the spaces in which electoral expertise is produced. In an article about the birth of 'electoral science' in the law universities during the Third French Republic, Yves Déloye uses the term 'laboratories' to encompass *'all the places and manufacturing processes of knowledge relating to the nascent "electoral science"'*. *In this founding moment, these 'laboratories' (Académie des Sciences Morales et Politiques, École Libre des Sciences Politiques, Law faculties, Parliamentary Commissions...) are not unrelated to each other and are in a perpetual state of re-composition by the actors'* (Déloye, 2012). The understanding of these 'laboratories' should be updated by considering polling companies (Caveng, 2011), media spaces (the journalistic field but also popularisation of science on digital platforms), 'militant knowledge' constructed by practice in political organisations, but also expert knowledge formulated within administrative institutions (James, 2012), professional training, international organisations, non-governmental organisations, etc. In addition, we should also count the electoral experiences of other spaces such as professional elections (Leclerc, Lyon-Caen, 2011). Rather than a vain and never exhaustive inventory, the contributions will be concerned with making explicit the logics of production of practical knowledge according to the rules of the spaces, but also the imports of knowledge from other spaces. For example, electoral expertise within the journalistic field can be understood according to specific positioning, popularisation or translation logics (Buxton, James 2005; Lensing-Hebben 2008; Gombin, Hubé, 2009). Another example, the technologisation of international expertise and the wish not to interfere in national partisan issues, contribute to depoliticising election observation (Guevara, 2018). The literary production of electoral scenes is not independent of the novelists' knowledge and social representations (Voilliot, 2003, 2017 and 2018). The idea is therefore to understand that electoral knowledge can develop, have scientific pretensions, but be inscribed in spaces of production that give them meaning. A sociology, attentive to the properties of the agents involved in the spaces of production, will analyse in greater detail the construction, uses and mobilisations of this knowledge, but also its place in the production of electoral verdicts.

Sociology of socio-technical devices

Building a science also means inventing and legitimising specific instruments. Michel Offerlé had already shown how journalists and socialist militants used electoral maps, a

geographical instrument, to settle controversies on the legitimacy of the parties to speak for the working class (Offerlé, 1988, see also Garrigou, 1990). Among the devices developed by the electoral 'sciences' is the 'swingometer', a televisual device invented by Robert McKenzie to explain how changes in voter orientation produce changes in the distribution of seat within the House of Commons in the UK (Kelly, Foster, 1990). The fortunes of the swingometer, used on British election nights to report tendencies and developments, have even established Robert McKenzie or David Butler as the leading 'psephologists' (a very British term for political scientists who comment on results). In the same perspective, knowledge linked to electoral estimation (Grunberg, 1989; Aldrin, 2010) allows electoral comments to be scientifically based (discursive devices could also be analysed, see Lehingue 2011; Brissaud, Brun, 2021) and legitimate the experts in the name of science. In the field of electoral observation by international organisations, socio-technical devices are found in the operationalisation of observation forms to translate the criteria of free and fair elections into concrete terms (Elklit, Svensson, 1997) or in the production of reports and the formulation of recommendations to the countries organising the elections (Kelley, 2012). Beyond these devices, it is also interesting to study their promoters who then become the 'specialists' of the electoral map, the re-districting, opinion polls, jurisprudence, etc. Moreover, the invention or adaptation of these devices is a privileged way to understand both the electoral "sciences" but also their adaptation to uses within spaces where the scientific concern is combined with other expectations. This material history of the electoral 'sciences' then allows us to go beyond the analysis of the devices to take a broader interest in what these 'social technologies' allow us to do (see for example Combes, Vommaro, 2017, Debos, 2021). Counting, sorting and classifying make it possible to transform the electoral act by (re)districting constituencies, for example (Sabbagh, 2004, Ehrhard, 2013), or by changing the voting methods.

Circulation of knowledge

The conference will study the circulation of knowledge and practices between scientific and expert areas, and the imports and exports. We can thus question the "*histories*" of notions and concepts, their circulation within the scientific field and the professional circles that mobilise them, as well as the effects of these uses on scientific productions (theory effects, blurring, etc.). The papers will be interested in the social operations of selection, of (crossed) readings of knowledge and practices that concern elections (Bourdieu, 2000) but also in the phenomena of translation (Callon, 1986). The idea of circulation also invites us to examine the hybrid spaces experts and scientists meetings, such as electoral integrity circles (Norris, 2013), exchanges between national administrations (Jaffrelot, 1993; Crook, Crook, 2011; Baudot, 2014), parliamentary commissions, information missions, etc. To question the circulation is also, in a way, to scrutinize the professional opening of political science. The development of bachelor's and master's degrees in political science trains professionals organising, processing, or analysing elections or accompanying candidates in campaigning (forecasting results, analysis tools, use of *Nation Builder*, mapping of door-to-door campaigns, etc.). Data allows, for example, to understand territories on a larger scale (local socio-economic difficulties, sociological profile of voters, potential electoral behaviour, etc.). However, to make (truly) strategic use of this data, political parties must have internal teams with new expertise (data analysts, community managers, etc.) or hire specialized companies (consultancy agencies, start-ups, etc.), which offer electoral Big Data services and wish to stand out from competing professions (pollsters, political communicators, web designers, etc.) (Théviot, 2018, *Politiques de Communication*, 2019, see also Fauconnier 2021).

The conference broadly invites contributors to submit proposals that address both the early developments of electoral "sciences" from a socio-historical perspective, and more recent social processes of circulation. Monographs on a particular national case are as welcomed as comparative papers.

Timetable and proposals

Proposals must be sent by 20th June 2023 to the organisers:

Clément Desrumaux (University of Lyon 2, TRIANGLE) Clement.Desrumaux@univ-lyon2.fr
Sébastien Vignon (University of Picardie, CURAPP-ESS) sebastien.vignon@u-picardie.fr

Proposals should include:

- The title of the paper and email address.
- An abstract of about 3,000 characters, in French or English, specifying the axis in which the proposal is inserted.
- Responses to this call for papers should present the object of study, the theoretical framework, the problematic and the methodological and empirical elements.

Deadlines:

- Deadline for submission of proposals: 26th June 2023
- Examination by the scientific committee: 31st September 2023.
- Submission of the full text: 10th February 2024 (50,000 characters, in French or English).

Bibliographie

- Aldrin Philippe, « L'invention de l'opinion publique européenne. Genèse intellectuelle et politique de l'Eurobaromètre (1950-1973) », *Politix*, 2010/1 (n° 89), p. 79-101.
- Baudot Pierre-Yves, « Le vote à l'épreuve informatique. Savoirs pratiques et savoirs de régulation dans l'informatisation de la procédure électorale (France, 1960-1990) », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 2014/3 (Vol. 8, n° 3), p. 597-618.
- Baudot Pierre-Yves, Lehingue Patrick, « Nouvelles sciences électorales : électorat, opinion, élection », *Sessions thématiques AFSP*, 2015.
- Blondiaux Loïc, « Pour une histoire sociale de la science politique », in Déloye Yves et Voutat Bernard (dir.), *Faire de la science politique. Pour une analyse socio-historique du politique*, Paris, Belin, Coll. « Socio-Histoires », 2002, p. 45-63.
- Bourdieu Pierre, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2000, vol.145, p. 3-8.
- Brissaud Constantin, Brun Eric, « Les sciences humaines et sociales en campagne : entre expertise et prophétie », *Biens Symboliques / Symbolic Goods*, 2021, n°8.
URL: <http://journals.openedition.org/bssg/659>
- Buxton David, James Francis, (dir.), *Les intellectuels de médias en France*, Paris, INA/Éd. L'Harmattan, 2005.
- Callon Michel, « Éléments pour une sociologie de la traduction », *L'Année sociologique*, 1986, n° 36, p. 169-208.
- Caveng, Rémy, *Un laboratoire du « salariat libéral » : les instituts de sondage*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2011, 259 p.

- Combes Hélène, Vommaro Gabriel, « Gouverner le vote des « pauvres ». Champs experts et circulations de normes en Amérique latine (regards croisés Argentine/Mexique) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2017/1-2 (N° 216-217), p. 4-23.
- Crook Malcolm, Crook Tom, « L'isoloir universel ? La globalisation du scrutin secret au XIXe siècle », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2011, vol.2, n° 43, pp. 41-45
- Déloye, Yves, « La construction politique d'une « science électorale » en France sous la IIIe République. Facteurs et acteurs d'un métissage politico-scientifique », *Revue internationale de politique comparée*, 2012, vol. 19, n°3, pp. 37-66.
- Déloye Yves, « Éléments pour une morphologie des politistes français au XXIe siècle », *Politique et sociétés*, vol. 31 (3), 2012, p. 109-126.
- Debos Marielle, « Biometrics and the disciplining of democracy: Technology, electoral politics, and liberal interventionism in Chad », *Democratization*, Vol. 28, n°8, 2021, pp. 1406-1422.
- Dompnier Nathalie, « Le laboratoire de la Chambre des députés. D'une somme de savoir-faire à une « science électorale » (1870-1958) », in Ihl Olivier. et al., *Les sciences du gouvernement*, Paris, Économica, 2003, p. 25-37.
- Dompnier Nathalie, « La mesure des fraudes électorales », *Histoire & mesure* [En ligne], XXII – 1, 2007, mis en ligne le 01 juin 2010
- Ehrhard Thomas, « Le découpage électoral des circonscriptions législatives : le parlement hors jeu ? », *Pouvoirs*, 2013/3 (n° 146), p. 117-132.
- Elklit, Jorgen, Svensson Palle, « What Makes Elections Free and Fair? », *Journal of Democracy*, vol. 8, n°3, pp.32-46, 1997.
- Favre Pierre, *Naissances de la science politique en France, 1870-1914*, Paris, Fayard, 1989
- Favre Pierre, Legavre Jean-Baptiste, (dir.), *Enseigner la science politique*, Paris, L'Harmattan, 1998.
- Fauconnier Clémentine, « Circulations et appropriations de pratiques démocratiques en situation autoritaire : quel rôle pour les experts en stratégie électorale en Russie ? », dans : Pascal Bonnard éd., *Faire, défaire la démocratie. De Moscou, Bogota et Tébéran au Conseil de l'Europe*. Paris, Karthala, 2021, p. 159-187.
- Gaïti Brigitte, Scot Marie, « Une science sans savants ? Les paradoxes de l'émergence de la science politique en France entre 1945 et 1968 », *Revue française de science politique*, 2017/1 (Vol. 67), p. 13-42.
- Garrigou Alain, « Invention et usages de la carte électorale », *Politix*, vol. 3, n°10-11, 1990, pp. 33-44.
- Gombin Joël, Hubé Nicolas, « Le politologue, le journaliste et l'électeur. Les commentaires sur le référendum sur le Traité constitutionnel européen dans la presse quotidienne française », *Savoir/Agir*, 2009/1 (n° 7), p. 65-76.
- Grunberg Gérard, « Mémoires d'estimateur » ; *Politix*, vol. 2, n°5, 1989, pp. 47-49.
- Jaffrelot Christophe, « L'invention du vote secret en Angleterre. Idéologie, intérêt et circulation des arguments », *Politix*, 1993 vol. 6, n°22, pp. 43-68.
- James Toby, *Elite Statecraft and Election Administration. Bending the Rules of the Game?*, Palgrave MacMillan, 2012.
- Karila-Cohen, , *L'état des esprits. L'invention de l'enquête politique en France, 1814-1848*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008,
- Kelley Judith, *Monitoring Democracy: When International Election observation Works and Why it Often Fails*, Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 2012.
- Kelly Richard, Foster Steve, « Power in the parties. McKenzie revisited » *Contemporary British History*, Volume 3, 1990 - Issue 3, Pages 18-22
- Leca Jean, « La science politique dans le champ intellectuel français » *Revue française de science politique*, 1982, vol.32, n°4, p. 653-678.
- Leclerc Olivier, Lyon-Caen Antoine, (dir.), *L'essor du vote dans les relations professionnelles. Actualités françaises et expériences européennes*, Paris, Dalloz, 2011.

- Le Digol Christophe, « "Même l'enfer a ses lois" André Siegfried, la politique et son Tableau », in Bussi Michel, Le Digol Christophe, Voilliot Christophe, (dir.), *Le Tableau politique de la France de l'Ouest d'André Siegfried. 100 ans après. Héritages et postérités*, Presses universitaires de Rennes, 2016, p.119-130.
- Lehingue Patrick, *Le vote. Approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*. La Découverte, « Repères », 2011,
- Lensing-Hebben Caroline, *Les Experts cathodiques. Chercheurs face à la tentation médiatique*, Paris : Le Bord de l'eau, 2008.
- Marty Thomas, « La Chambre des députés comme ressource et comme théâtre : la consécration de la cause proportionnaliste par le travail en Commission du Suffrage Universel (1902 – 1919) », in Cohen Antonin, Lacroix Bernard et Riutort Philippe, (dir.) *Les formes de l'activité politique : Éléments d'analyse sociologique*, Presses Universitaires de France, pp.83 – 101, 2006
- Marty Thomas, « La production doctorale de la doctrine juridique : division du travail académique et politisation des thèses en droit sur les modes de scrutin (1885-1923) », *Revue d'histoire des sciences humaines*, Publications de la Sorbonne, 2011, 25 (2), p 281 – 304.
- Marty Thomas, « Des rythmes électoraux aux règles électorales : l'expertise préfectorale des modes de scrutin entre élection et réélection (1889 – 1919) ». *Pôle Sud*. 2006, pp.9 – 23.
- Norris Pippa « The new research agenda studying electoral integrity » *Electoral Studies* Volume 32, Issue 4, December 2013, Pages 563-575
- Offerlé, Michel, « Le nombre de voix. Électeurs, partis et électoral socialistes à la fin du 19^{ème} siècle en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1988, vol. 71, n°1, pp. 5-21
- Phélippeau, Eric, « Conjonctures électorales et conjectures préfectorales. Le vote et la formation d'un savoir politico-administratif », *Scalpel*, n°1, 1994, pp. 52-73.
- Phélippeau Éric, « La fabrication administrative des opinions politiques : votes, déclarations de candidatures et verdict des préfets (1852-1914) », *Revue française de science politique*, vol.43, n°4, 1993, p. 587-612.
- Pène Clémence, « La nouvelle « science électorale » américaine », *Politique étrangère*, 2013/2 (Été), p. 127-139.
- *Politiques de communication*, « Les "big data" au travail. Les métiers de la donnée entre expertises professionnelles et effets de croyance », 2019, vol.1, n° 12.
- Sabbagh Daniel, « La représentation électorale des minorités ethno-raciales aux États-Unis », *Revue internationale de politique comparée*, 2004/3 (Vol. 11), p. 457-469.
- Théviot Anaïs, « Un nouveau marché politique du Big Data électoral ? », *Communication et organisation*, 2018, n°54, p.41-53.
- Voilliot Christophe, « La figuration de l'élection dans l'espace social d'un roman balzacien : Le député d'Arcis », *A contrario*, 2003/2
- Voilliot Christophe , « Écriture sociologique et romans d'élection », *Revue de l'Institut de Sociologie*, 2017, vol.87, pp.43-56.
- Voilliot Christophe, « Passé et présent de l'élection dans l'œuvre romanesque d'Émile Zola : quelques remarques provisoires », in Barrat Raphaël, Hollard Virginie, Le Digol Christophe, Voilliot Christophe (dir.) *Histoire(s) d'élection(s)*, Paris, Éditions du CNRS, en 2018.